



CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 9 novembre 2012

15944/12

PE 491
PESC 1351
COHOM 247
ENER 448
COAFR 347
COHAFA 136
COEST 381

NOTE

du : Secrétariat général du Conseil
aux : délégations

Objet: Réunion de la **commission des affaires étrangères (AFET) du Parlement européen**
Bruxelles, le 6 novembre 2012
Président: M. Brok (PPE, DE)

I. Échange de vues avec Kristalina Georgieva, Commissaire chargée de la coopération internationale, de l'aide humanitaire et de la réaction aux crises, sur la réponse de l'Union à la crise qui touche la Syrie et son voisinage (*conjointement avec la commission du développement*)

En introduisant le débat, M. Brok a parlé d'"obligation d'aide" et la co-présidente, Mme Joly (Verts/ALE, FR), a souligné le risque que la situation en Syrie puisse déstabiliser toute la région.

La Commissaire Georgieva a prononcé le discours repris en Annexe, au cours duquel elle a présenté aux députés les chiffres dramatiques de la crise humanitaire en Syrie et le rôle joué par l'UE pour les trois volets "financement", "coordination de l'aide" et "défense de la cause humanitaire" dans l'attente qu'une solution politique à la crise syrienne soit trouvée.

La Commissaire a également expliqué aux députés les raisons pour lesquelles les moyens communément évoqués pour améliorer l'accès de l'aide humanitaire - à savoir, les corridors humanitaires, les zones tampon et les opérations transfrontalières - sont difficiles à mettre en œuvre.

En ouvrant le débat, Mme Joly a observé que c'est la première fois depuis Guernica, qu'un gouvernement bombarde sa propre population civile.

Les députés ont salué le travail accompli par la Commissaire et ont partagé son inquiétude à propos de la situation dramatique des réfugiés et à propos des risques de déstabilisation de la région.

Aussi bien M. Pöttering (PPE, DE) que Mme Gomes (S&D, PT) ont interrogé la Commissaire sur l'apport de la Russie et de la Chine à l'effort humanitaire, compte tenu de leur position politique sur le dossier syrien. Mme Georgieva a répondu que leur contribution reste modeste, compte tenu aussi bien de leurs moyens que de leur position au sein du Conseil de Sécurité. En outre, ces deux pays ont essayé de politiser le forum de Genève sur l'aide humanitaire à la Syrie, tentative à laquelle l'UE s'est opposée.

Aux députés qui soulignaient leur inquiétude face aux attaques contre la population civile, la Commissaire a évoqué le risque concret que, en matière de droit international humanitaire, l'on revienne à une situation précédente aux conventions de Genève. En plus, elle a regretté que la tragédie syrienne fasse de l'ombre à d'autres crises dans le monde.

M. Arlacchi (S&D, IT) a abordé le volet politique de la crise: il a déploré que l'UE, dans ce dossier, soit une grande Croix Rouge, mais soit politiquement complètement absente. Mme Muñiz (S&D, ES) a souhaité savoir si l'UE avait des contacts avec la Secrétaire d'Etat américaine qui travaillait à des initiatives politiques pour résoudre la crise. Mme De Keyser (S&D, BE) a invité la Commissaire à garder le côté humanitaire rigoureusement séparé du volet politique. Mme Georgieva a rappelé que sur le dossier syrien les Etats membres font front uni au sein du Conseil et l'ampleur des sanctions adoptées à l'encontre du régime le démontre. Tout en précisant de ne pas pouvoir s'exprimer au nom de la Haute Représentante, elle a dit que Mme Ashton a eu des contact avec Mme Clinton.

A propos de la contributions des Etats membres à l'effort humanitaire (Mme Brantner (Verts/ALE, DE)), Mme Georgieva a répondu que tous les Etats membres y participent et même si les contribution sont limitées, elles sont cependant significatives.

Ceci dit, elle a dit que l'UE peut faire davantage et, surtout, a appelé le Parlement européen à apporter sa contribution afin que les prochaines perspectives financières soient à la hauteur des ambitions de l'UE dans le domaine humanitaire.

Concernant la situation des réfugiés syriens dans les pays limitrophes, M. Pöttering a invité la Commissaire à apporter le soutien nécessaire à la Turquie et non seulement à la Jordanie et au Liban. Mme Georgieva a reconnu l'ampleur de la catastrophe humanitaire dans les camps en Turquie, mais elle a dit que, non seulement il est plus difficile d'attribuer l'aide à la Turquie (puisque'elle doit passer par le gouvernement), mais la Commission agit en termes de priorités et, comparés à la Turquie, le Liban et la Jordanie sont dans une situation plus fragile.

II. Compte-rendu de Pawel Kowal sur la mission d'observation électorale lors des élections législatives en Ukraine le 28 octobre 2012

M. Kowal (ECR, PL) a indiqué que la mission d'observation électorale du PE avait instauré une très bonne coopération avec les missions d'autres organisations internationales, ce qui avait permis de rédiger un rapport conjoint ayant ainsi un impact accru. Concernant le déroulement des élections, M. Kowal a dit que, si le taux de participation a été relativement élevé et les élections se sont déroulées sans perturbations majeures, avec un comptage de voix transparent, le processus électoral dans son ensemble a été entaché par un certain nombre de problèmes qui ont justifié la rédaction d'un rapport plutôt critique.

M. Gahler (PPE, DE) a partagé cette analyse et s'est concentré sur la voie à suivre après ces élections: à son avis, l'UE doit continuer le dialogue avec l'Ukraine et même renforcer la coopération, en insistant sur ses valeurs. Mme Corazza Bildt (PPE, SE) a tenu à séparer la question des élections de celle des relations entre l'UE et l'Ukraine et a plaidé pour que l'UE reste engagée avec ces pays. A l'opposé, M. Severin (NI, RO) a reconnu les quelques lacunes du processus électoral mais a estimé qu'il ne fallait pas radicaliser l'opposition, ni s'aliéner l'Ukraine ou décevoir sa population. M. Sewiec (S&D, PL) a, lui, mis en exergue que, malgré les problèmes, la population avait quand même pu exercer son droit de vote et avait fait preuve de maturité.

M. Gahler (PPE, DE) a contesté l'insinuation lancée par M. Siwiec selon laquelle, puisque l'opposition a pu participer aux élections malgré l'incarcération de son leader, il n'y a pas de raisons de s'inquiéter. M. Siwiec a rétorqué que, malgré les circonstances, l'opposition a remporté un bon résultat.

M. Protasiewicz (PPE, PL) a demandé que M. Cox, ancien Président du Parlement européen, et M. Kwasniewski, ancien président polonais, qui observent, au nom du Parlement européen (PE), la procédure judiciaire concernant l'ancien premier ministre Ioulia Tymoshenko, soient invités à la commission AFET.

III. Examen de rapports

Stratégie de l'Union européenne pour la Corne de l'Afrique

AFET/7/08881 2012/2026(INI)

Rapporteur: Charles Tannock (ECR)

Fond: AFET – Avis: DEVE – Michèle Striffler (PPE)

M. Tannock (ECR, UK) a rappelé les grandes lignes de son rapport et a annoncé qu'un certain nombre d'amendements de compromis allaient être négociés avec les rapporteurs fictifs afin de couvrir quelques uns des 215 amendements déposés.

Les rapporteurs fictifs ont mis en exergue leurs priorités respectives. Pour M. Svensson (PPE, SE), il est important d'insister sur la bonne gouvernance et les droits de l'homme.

Mme Muñoz (S&D, ES) a invité le rapporteur à se pencher sur la question du code de conduite pour les sociétés de sécurité privées. M. Bütikofer (Verts/ALE, DE) a demandé qu'une approche de justice criminelle soit suivie dans la gestion du problème de la piraterie.

Mme Gomes (S&D, PT) s'est opposée à traiter la région uniquement par une approche sécuritaire et a estimé qu'il fallait étudier l'impact du conflit entre l'Ethiopie et l'Erythrée sur la région entière.

IV. Votes

a) Une stratégie pour la liberté numérique dans la politique étrangère de l'Union

AFET/7/09574, 2012/2094(INI)

Rapporteur: Marietje Schaake (ALDE, NL)

Fond: AFET – Avis: INTA – Amelia Andersdotter (Verts/ALE, SE)

Le projet de rapport a été adopté à l'unanimité avec 5 abstentions, moyennant l'adoption d'un certain nombre d'amendements.

b) Réexamen de la stratégie de l'Union en matière de droits de l'homme

AFET/7/09293, 2012/2062(INI) COM(2011)0886

Rapporteur: Rui Tavares (Verts/ALE, PT)

Avis: DEVE – Alf Svensson (PPE, SE)

Le projet de rapport a été adopté à l'unanimité avec 4 abstentions, moyennant l'adoption d'un certain nombre d'amendements.

c) Rapport annuel 2011 sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde et politique de l'Union européenne en la matière

AFET/7/09999, 2012/2145(INI)

Rapporteur: Leonidas Donskis (ALDE, LT)

Avis: DEVE – Edvard Kožušník (ECR, CZ)

FEMM – Mariya Gabriel (PPE, BU)

Le projet de rapport a été adopté à l'unanimité avec 4 abstentions, moyennant l'adoption d'un certain nombre d'amendements.

d) Rapport spécial n° 5/2012 (Décharge 2011) - "Le système commun d'information RELEX"

AFET/7/09545, 2012/2091(DEC) N7-0064/2012 – C7-0116/2012

Rapporteur pour avis: Alojz Peterle (PPE)

Fond: CONT – Jean-Pierre Audy (PPE)

Le projet d'avis a été adopté par 50 voix pour et une contre.

e) Feuille de route pour l'énergie à l'horizon 2050, un avenir avec de l'énergie

AFET/7/10280 2012/2103(INI) COM(2011)0885

Rapporteur pour avis: Jacek Saryusz-Wolski (PPE)

Fond: ITRE – Niki Tzavela (EFD)

Le projet d'avis a été adopté par 41 voix pour, deux contre et six abstentions.

IV. Prochaine(s) réunion(s)

12 novembre 2012, de 15 heures à 16 heures (Bruxelles)

EUROPEAN COMMISSION

Kristalina Georgieva

European Commissioner for International Cooperation, Humanitarian Aid and Crisis Response

Humanitarian response to the Syrian crisis

*Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort*

European Parliament Committee on Foreign Affairs (AFET) / Brussels
6 November 2012

The situation in Syria today

When I took up the position of Commissioner almost three years ago, learning about the constraints of humanitarian aid and crisis response to get the European Parliament's approval, I anticipated that it would sometimes be testing to come after major disasters and try to help people who had lost everything.

Time and again, in Haiti, Pakistan, the Horn of Africa, or the Sahel, we have struggled to overcome the severe constraints that failed or failing States place on the delivery of humanitarian aid. And in Syria, we face an even more complex situation where the political impasse is producing an escalating humanitarian catastrophe that is causing tremendous suffering to millions of Syrians and having destabilizing consequences for the entire region.

Just a quick reminder: over 30,000 people have lost their lives inside Syria. More than 2.5 m people are in need of immediate assistance. Including at least 1.2 m internally displaced. Refugee numbers have gone up rapidly – 382,000 in the UNHCR database. What is important to realize here is that these numbers, which grew steadily until last summer, are now growing much faster.

When I visited the Kilis Camp in Turkey last June, it had taken 5 months to reach 20,000 Syrian refugees in Turkey, then another month to reach 30,000. Now, 4 months later, we are at 110,000 registered refugees in Turkey. And UNHCR thinks that refugee numbers might go up to 700,000 for the entire region by the end of the year.

And with winter creeping up on people fast and no end of fighting in sight, things will get much worse. In December and January, temperatures move towards freezing point in certain areas. There is an urgent need to deliver sheeting, blankets, stoves, heating fuel, and winter clothes.

The EU response

So, a dramatic situation which is likely to get worse. What is Europe doing?

First, a quick recap of what we have done so far:

In terms of funding for the relief effort – both inside Syria and in neighbouring countries: the EU is at the moment the biggest donor to the crisis. €119m from the European Commission; and close to €250m if you add up the efforts of all EU Member States in addition to €96m from ECHO.

We have made sure that others – such as the European Neighbourhood Instrument or the Stability Instrument – provide complementary funding, in particular in neighbouring countries, which are receiving a significant part of the EU funding.

Where has that money gone? To emergency health care, food assistance, livelihood support, logistics, water and sanitation. All of this implemented by the Red Cross, by UN organizations like the World Food Programme and the High Commissioner for Refugees, and by NGOs.

We have also on two occasions helped mobilize in-kind assistance from EU Member States for Syrian refugees, using the EU civil protection mechanism – in April of this year for Turkey ; and in September for Jordan .

mobilise these different instruments, we are coordinating closely with HR/VP Ashton and Commissioner Fule and Malmstrom in order to make sure that financing from Humanitarian Aid is for life-saving activities and European Neighbourhood and other instruments for accompanying measures.

We have also worked very hard to mobilize the international community, which is sometimes very frustrating in such a politicized environment. We have so far co-facilitated, with the UN, 5 meetings of the Syria Humanitarian Forum – where all the key actors (UN, NGOs, UN member states) got together to try and agree on some basic humanitarian action points. That is not an easy process – but we have found it worthwhile and we are preparing the next forum, which will take place on 9 November.

On 26 September, I co-hosted, with Jordan, a meeting at the UN General Assembly in New York on the humanitarian situation in Syria – with key donor countries, but also with countries neighbouring Syria , and with Russia and China . We had a very constructive discussion – and we all actually agreed on the need to protect humanitarian workers, and to keep humanitarian aid separate from any political process.

We have also been holding weekly coordination meetings with our humanitarian aid partners, to see where are the greatest needs, to share information about deliveries and to make sure we are all on the same page.

One point has been very clear to me in all these efforts: in order to make even limited progress on the delivery of humanitarian aid, we need to keep it free from political considerations. In the face of reports showing the Government's air or artillery attacks on Syrian cities, it is tempting to focus assistance on a particular party, but this does not help the genuine humanitarians working inside Syria – and there is a very significant number of humanitarian workers operating inside Syria today. If they are not perceived as genuine humanitarians, they will be even more at risk as they are today. Let's remember 13 humanitarian workers who died in Syria so far, and many more have been wounded.

If we were perceived as playing political games with our humanitarian aid – we would just find ourselves being expelled by one side or the other, and unable to deliver aid. That has been a basic principle for humanitarians ever since Henri Dunant created the Red Cross – but few crises illustrate this very practical point as clearly as Syria.

Is assistance getting through?

So a lot is happening – but the crucial question is of course: is assistance reaching everyone who needs it? And what about people who are in areas not controlled by the government? Or in areas that are actively being fought over?

Our partners are clear: assistance is getting through to both government-controlled and rebel-controlled or disputed areas. Since the beginning of September, roughly half of food assistance has gone to disputed or rebel-

controlled areas – and roughly half to government-controlled areas. We have gone from a situation in which only the International Committee of the Red Cross (and the Syrian Red Crescent) were allowed to work inside Syria, to a situation where the UN and 8 international NGOs, in addition to 90 local organizations, have been drawn into the relief effort [see the map we have distributed].

Three major Concerns

Still, this is far from sufficient. As many have you have pointed it out, humanitarians do not have sufficient access. Getting in and delivering medical assistance remains a huge challenge. Medical facilities and personnel are targeted, doctors and nurses are in short supply, and UNICEF is struggling to restart immunization programmes. Beside access, our second concern is about International Humanitarian Law. This is an obligation on all parties to the conflict. This is easily forgotten and therefore constantly recalled by the EU Foreign Affairs Council.

Our third main concern is about global funding for the Syrian crisis. Although everyone agrees that more should be done for the Syrian People, the UN appeal is only funded to the tune of 50%. Some countries are reluctant to provide humanitarian aid that involves the Syrian government because it may taint the whole delivery of assistance and strengthen Assad's hand. And this is why I am always asking for more reporting from EU-funded partners, and I will continue to explain what is being done in and around Syria.

Let me conclude with what I said at the beginning. Only politics can resolve the situation in Syria. But in the absence of a political solution, much of the burden falls on the humanitarians. I hope that the humanitarian imperative will remain centre-stage in discussions on Syria. And that both the resources required to help people, and the advocacy we need on IHL, will continue to get strong political backing.

Thank you very much.